

Construisons une mobilisation nationale unitaire

Le chômage et la précarité continuent d'augmenter, les licenciements de se multiplier, les salaires de stagner. La relance de l'activité économique tant promise ne vient pas et les politiques d'austérité aggravent la situation. Après les multiples aides aux entreprises, sans aucune obligation contraignante en termes d'emploi, le MEDEF joue la surenchère. Pour le monde du travail c'est la sixième année de crise, pendant que les actionnaires des grands groupes, les banques continuent de prospérer et d'accumuler bénéfices et dividendes.

En juillet dernier, certaines organisations syndicales, et Solidaires la première, avaient décidé de boycotter la Conférence sociale 2014 organisée par le gouvernement pour réaffirmer notre désaccord profond avec une politique menée au service du patronat et l'absence totale d'écoute des organisations syndicales. Cela ne suffit pas. Chaque nouvelle intervention du patronat, de Hollande ou d'un des ministres en charge des questions sociales nous montre qu'il est important d'organiser une action nationale dans les entreprises et les territoires le plus rapidement possible.

Le gouvernement au service du capital

Valls allonge la liste des mesures anti-sociales : banalisation du travail le dimanche, moins de représentation des salarié-es dans les entreprises, des services publics moins présents sur le territoire, remise en cause du financement de la Sécurité sociale et des 35 h, augmentation de la TVA, mise en cause du CDI... Pour les salaires, il n'est pas question d'imposer au patronat des augmentations du Smic et des bas salaires mais de baisser les impôts et cotisations sociales, ce qui nuira au financement de la Sécurité sociale et des services publics.

Le patronat en veut toujours plus

Les patrons poussent le bouchon à chaque fois un peu plus loin. Dans un contexte où le gouvernement est à son écoute exclusive : temps de travail, Smic, jours fériés... Les provocations d'aujourd'hui pourront être de vraies propositions demain. Il n'y a aucune raison pour qu'ils s'arrêtent.

Pour que cela cesse, il faut descendre dans la rue

L'Union syndicale Solidaires est engagée dans de multiples mobilisations : santé, défense des retraité-es, chômeur-euses et précaires, ou sur le traité de libre échange entre les Etats Unis et l'Union européenne. Elle s'engage résolument dans les combats à mener aujourd'hui contre toutes les attaques menées au nom du capital, de la réduction des déficits et de la dette, contre nos droits. Ces actions sont autant de points d'appui pour construire ensemble une mobilisation nationale. L'Union syndicale Solidaires la souhaite la plus unitaire possible, massive contre cette politique de régression sans fin. Les organisations syndicales nationales ont la responsabilité de construire les conditions de cette mobilisation nationale, il est temps de le faire.

Nous appelons les militants et militantes, les équipes syndicales de terrain à discuter et construire démocratiquement avec les salarié-es, lors de réunions ou d'assemblées générales, les mobilisations sociales qui permettront une riposte nationale à la hauteur des enjeux.

Les capitalistes nous coûtent cher !

Répartition des richesses, justice fiscale, défense des services publics, réduction du temps de travail, augmentation des salaires, **voilà ce que nous voulons !**

Pour une dynamique unitaire de mobilisation

Lettre de l'Union syndicale Solidaires à : CGT, FSU, FO, CFDT, CFTC, UNSA, CGC

En Juillet dernier, une partie des organisations syndicales avaient décidé, sans se concerter, de boycotter la Conférence sociale 2014 organisée par le gouvernement, pour réaffirmer un désaccord profond avec la politique menée au service du patronat et l'absence totale d'écoute des organisations syndicales. Ce boycott, qui nous a semblé indispensable, n'est cependant pas suffisant pour faire cesser les attaques contre les salarié-es, retraité-es et les chômeurs/ses.

Depuis la conférence sociale, la situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire : licenciements, précarité, chômage, salaires bas, gel des salaires dans la fonction publique et des pensions, les attaques se poursuivent et s'amplifient... pendant que le gouvernement offre des dizaines de milliards d'euros au patronat sans aucune contrepartie et aucun contrôle des aides publiques.

Chaque nouvelle intervention du patronat, de Hollande ou d'un des ministres en charge des questions sociales nous montre l'importance d'organiser des actions nationales, dans les entreprises et les territoires le plus rapidement possible. C'est pourquoi nous pensons que la responsabilité de nos organisations syndicales en la période est très importante et que nous nous devons d'organiser un cadre vraiment unitaire pour des actions fortes et coordonnées.

En cette rentrée, nous avons pris connaissance, dans les médias, d'une journée d'action annoncée par la CGT le 16 octobre sans qu'au préalable la perspective d'une initiative commune soit proposée entre organisations syndicales. Sans unité syndicale et sans préparation collective sur le fond comme sur la forme, ce type de journée n'empêchera malheureusement pas le gouvernement et le patronat d'avancer, et ne permettra pas non plus d'enclencher une dynamique positive de travail en commun et dans la durée sur le terrain.

Voilà pourquoi nous insistons pour que les organisations qui partagent des éléments essentiels d'appréciation sur la gravité des attaques actuelles contre le salariat, agissent ensemble. Nous savons que la division actuelle du mouvement syndical est un affaiblissement de tous, mais nous savons aussi qu'une partie de celui-ci partage une même volonté d'action. Nous ne pouvons nous contenter de rencontres bilatérales entre organisations, comme l'ont proposé la FSU et la CGT, parce que ce type de réunion ne permettrait pas de construire des actions unitaires et ne peut en aucun cas remplacer une véritable intersyndicale. Nous ne pouvons fonctionner ainsi et nous ne participerons pas à celles qui sont actuellement proposées, ce qui ne constitue pas un refus de discuter à l'avenir évidemment.

Aujourd'hui, c'est tous et toutes ensemble, autour d'une même table, que nous pouvons et devons construire les mobilisations à venir. Ce n'est pas ce qui se passe concernant la journée de mobilisation du 16 octobre, ce que nous déplorons. Nous osons espérer qu'à l'avenir nous pourrions nous rencontrer sur de meilleures bases, nous réaffirmons notre attachement à la constitution d'un front syndical de luttes et continuerons à agir dans ce sens.

Solidairement,

Paris, le 22 septembre 2014

**144 bd de la Villette
75019 Paris**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

**tel : 01 58 39 30 20
fax 01 43 67 62 14**

